

Unité départementale de l'Aisne
25 Rue Albert Thomas
02100 Saint-quentin

Soissons, le 14/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARF

22 rue Jean Messenger-BP 40137
59330 Saint-Remy-Du-Nord

Références : ARF_2025/124
Code AIOT : 0005100154

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement ARF implanté 9 Route de Soissons ZI de la Soudière 02300 Chauny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARF
- 9 Route de Soissons ZI de la Soudière 02300 Chauny
- Code AIOT : 0005100154
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

ARF est spécialisé dans la collecte et le traitement des déchets industriels par valorisation énergétique et matière. Dans le cadre de son processus de fabrication, l'entreprise émet des rejets

atmosphériques encadrés par les valeurs limites d'émission (VLE) définies dans l'arrêté préfectoral.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 10.2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Ouvrage de rejet	Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 3.2.1	Sans objet
3	Produits Chimiques	Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 7.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un léger dépassement apparaît pour le Monoxyde de Carbone (CO) sur le relevé 30-min journalier à 01:00 du matin pour le 26 février 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Ouvrage de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation rejets
Prescription contrôlée : [...] Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées. Ces points doivent être aménagés de manière à être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : La plateforme permet au bureau de contrôle d'installer ses équipements de prélèvement, tels que la sonde, et de connecter une ligne de mesure entre la plateforme et les autres instruments d'analyse, conformément aux exigences.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 10.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance des émissions
Prescription contrôlée : Mesure en continu (VLE - Moyenne sur 30 minutes) : <ul style="list-style-type: none">• Débit nominal : 50000 Nm3/h<ul style="list-style-type: none">◦ HCL 50 mg/Nm3◦ CO 100 mg/Nm3◦ Poussière 20 mg/Nm3◦ NOx 350 mg/Nm3◦ SO2 150 mg/Nm3◦ COT 20 mg/Nm3
Constats : Relevés d'une partie des données sur la supervision au poste de pilotage pour les mesures en continu. HCL 7,05 mg/Nm3 CO 20,2 mg/Nm3 Poussière 0,05 mg/Nm3 NOx 124,4 mg/Nm3 SO2 7,6 mg/Nm3 CO2 5,45 % H2O 19,65 % COT 1,57 mg/Nm3 Débit 76985 Nm3/h Un léger dépassement de 109,5 mg/Nm3 apparaît pour le Monoxyde de Carbone (CO) sur le relevé 30-min journalier à 01:00 du matin pour le 26 février 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Produits Chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 7.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Identification des produits
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. (à minima les substances et mélanges dangereux selon le règlement 1272/2008, dit CLP). [...]

Constats :
L'exploitant a présenté son tableau récapitulatif concernant l'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement. Ce tableau inclut les informations relatives à la nature, l'état physique, la quantité et l'emplacement des substances et mélanges, conformément aux exigences. Le tableau est à jour.
Type de suites proposées : Sans suite